

Les diplômés toujours pas adaptés au marché du travail

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Dixième année - N° 3535 - Ven. 10 - Sam. 11 avril 2015 - Prix : 10 DA

Opération des forces de l'ANP

Quatre terroristes abattus dans la forêt de Kherrouba

Page 24



Sellal à Ouargla

Une visite pour booster le développement du Sud

Page 2

Qu'advient-il de Damas après la libération de Mossoul ?

Par Mohamed Habili

Ce n'est qu'en été dernier que l'Etat islamique s'est emparé d'un vaste territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak. Or 2015 ne se sera probablement pas achevé que c'en sera déjà fini de lui, en Irak tout au moins. Il est évident que c'est en Irak, où il a déjà perdu une position forte, Tikrit et ses environs, qu'il sera d'abord démantelé. Ce sera chose complètement faite quand il sera forcé de quitter Mossoul, ce qui d'ailleurs ne saurait tarder désormais. Au rythme où les forces irakiennes montent vers la deuxième ville du pays en effet, il se peut même que l'affaire prenne moins de temps encore, qu'elle se termine avant l'arrivée de l'été, dès ce printemps par conséquent. Mais le chasser d'Irak ne suffira pas pour autant, il faudra encore le détruire en Syrie, si l'on veut qu'il ne repasse pas de nouveau la frontière. Or en Syrie, il n'est pas en train de battre en retraite, comme en Irak, il gagne du terrain au contraire, comme on le voit faire à Yarmouk, où il a uni ses forces à celles de son alter ego, Jabhat Anosra, la section d'Al-Qaïda en Syrie. Avant que ne soit le tour du camp palestinien, c'est le centre d'Idlib qui a été pris par Jabhat Anosra. L'armée syrienne aurait-elle épuisé ses forces voilà déjà plus de quatre ans qu'elle résiste sur plusieurs fronts ?

Suite en page 3

La pénurie de carburant refait surface

Rush inexpliqué sur les stations-service



Ph: > R.

Depuis jeudi, le décor est planté : les automobilistes sont obligés de faire la queue pour se ravitailler. Mais cette mission n'est pas toujours accomplie. Ils sont souvent contraints de rebrousser chemin pour faire le plein dans une autre station. Malgré les assurances émises par Naftal sur la disponibilité des carburants, le rush inexpliqué des automobilistes sur certaines stations-service de la capitale était toujours visible durant la journée d'hier.

Lire page 3

Tizi Ouzou

Fin de la grève des travailleurs des finances

Page 4

Colloque sur Moufdi Zakaria et Mahmoud Darwich

Oran renoue avec la poésie

Page 13

Sellal à Ouargla

Une visite pour booster le développement du Sud

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a achevé jeudi soir sa visite de travail et d'inspection entamée dans la matinée dans la wilaya de Ouargla, au cours de laquelle il s'est enquis notamment de l'état d'exécution des projets de développement socio-économique à même de booster davantage le développement de cette région du pays.

Par Louiza Ait Ramdane

Des projets relevant notamment des secteurs de la santé, de l'habitat, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, ont été, à cet égard, passés en revue par le Premier ministre, qui était accompagné dans sa visite par une importante délégation ministérielle. Sellal, qui a pris le pouls de la situation de plusieurs secteurs d'activités à travers différents exposés présentés par les responsables locaux, n'a pas manqué de donner des orientations et des instructions pour impulser le développement local et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Le Premier ministre a entamé sa visite dans la wilaya de Ouargla par l'inspection des projets de réalisation d'un hôpital 240 lits à Touggourt (160 km du chef-lieu de wilaya) ainsi que deux infrastructures hospitalières 60 lits qui seront implantées à Témacine et Rouisset. Pour que les médecins puissent s'installer dans des conditions adéquates, Sellal a donné des instructions fermes aux autorités locales de Ouargla pour la réalisation des logements au profit des médecins et des professeurs. «*Régulez le problème du logement*», a-t-il insisté. Concernant l'extension de l'hôpital de Touggourt qui passera de 240 à 320 lits, le Premier ministre a demandé à l'entreprise chargée de la réalisation de ce projet d'achever les travaux avant la fin de l'année en cours. Une fois l'extension terminée, il a suggéré de le transformer par la suite en une annexe du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Ouargla.

Le deuxième point inspecté par le Premier ministre est le projet de 1 190 logements de type public localif au niveau du quartier El-Moustakbel, dans la commune de Touggourt.

Le Premier ministre a deman-



Ph. S. S. / A.

dé aux parties en charge de ce projet d'exploiter les matériaux de construction disponibles dans le pays, et de ne recourir à l'importation de ces matériaux qu'en cas de leur indisponibilité sur le marché national. Abdelmalek Sellal a procédé également à l'inauguration de la station de déminéralisation de l'eau potable d'Ain-Sahra, commune de Nezla, dans le Grand Touggourt. En plus d'adoucir la qualité de l'eau, la station sera dotée d'un système de refroidissement des eaux qui l'alimenteront à partir de quatre forages, pour ramener leur température de 60 à 30 degrés, ce qui permettra d'améliorer la qualité de l'eau et d'éviter aussi le phénomène de corrosion des canalisations du réseau de distribution, selon les responsables locaux du secteur.

Le Premier ministre a lancé un projet de 850 lots de terrain dans la daïra de Témacine destinés à l'autoconstruction et procédé à une remise symbolique de 12 titres de propriété concernant ces lots sur les 614 titres déjà prêts. Dans le domaine agricole, le Premier ministre a visité une ferme agricole privée de 45 hec-

tares, dont 7,3 ha déjà aménagés et exploités, créée dans le cadre de la mise en valeur. Cette ferme est spécialisée dans l'arboriculture fruitière et une activité d'élevage. Abdelmalek Sellal a procédé à une remise symbolique de douze titres de concession à de jeunes investisseurs dans le domaine de l'agriculture.

Dans la daïra d'El-Hedjira, le Premier ministre a lancé le projet d'une centrale électrique photovoltaïque, d'une capacité de production de 30 mégawatts. Cette centrale, qui devra être mise en exploitation en septembre prochain, devra contribuer à l'amélioration de l'alimentation en énergie électrique de cette daïra qui compte deux communes, El-Hedjira et El-Allia.

«Il faut ouvrir l'investissement aux privés»

Faisant partie du mégaprojet portant création de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, le projet de réalisation de 2 000 logements de type public localif (LPL) a vu les travaux de terrassement de son terrain d'assiette confiés à quatre entreprises.

A propos de son architecture, le Premier ministre a exprimé son mécontentement et demandé tout simplement de refaire l'étude et de tenir compte de l'aspect architectural de la région.

«*Vous n'êtes pas à Bab Ezzouar, ici on est au sud du pays et il y a de l'espace dont il faut tenir compte pour ne pas copier les plans du nord*», a assigné le Premier ministre en direction des

responsables locaux. Concernant les lots de terrains retenus pour l'autoconstruction (1 182 lots), ces lotissements seront attribués aux citoyens de Hassi-Messaoud en attendant que la nouvelle ville soit prête. M. Sellal a exigé d'achever l'étude fin avril courant pour entamer les voiries et réseaux divers (VRD). Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a incité les responsables de la région à ouvrir l'investissement au privé. «*En dehors de ce que vous avez donné à la Sonatrach et aux autres entreprises pétrolières, ce qui reste dans cette zone, il faut l'ouvrir à l'investissement d'une manière globale et surtout au privé*», a souligné Sellal sur le site de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud. «*Cela doit se faire avec une grande flexibilité*», a-t-il précisé, soulignant que «*c'est une mesure urgente car c'est ce qui permettra le développement de l'investissement dans la région*». Ne quittant pas Hassi-Messaoud, Abdelmalek Sellal a visité deux centres de formation dans le domaine des hydrocarbures. Il s'est enquis, au centre de formation de l'Entreprise nationale de forage (Enafor), de la situation de la formation dispensée aux stagiaires, actuellement au nombre de 97, dans différentes techniques de forage. Il a, par ailleurs, appelé les responsables de l'entreprise Enafor à

envisager des partenariats avec des investisseurs étrangers en matière de production d'équipements et outils de forage. Il a ensuite visité l'Institut algérien du pétrole de Hassi-Messaoud, où il a pris connaissance des filières de formation de techniciens supérieurs et d'ingénieurs dans les spécialités de forage, production, exploitation d'hydrocarbures et en sécurité industrielle, et a inspecté les structures de l'institut et des conditions de formation. La centrale électrique d'une capacité de production de 660 mégawatts a été également inspectée par le Premier ministre qui a appelé à mettre en service cette structure énergétique dans les plus proches délais, surtout que la saison estivale approche. Il a ensuite inauguré la faculté de médecine de l'université Kasdi-Merbah au chef-lieu de wilaya.

Le projet d'un village touristique dans la zone de Bour El-Haicha, dans la périphérie de Ouargla, monté par un promoteur privé sur une superficie de 9 hectares, a été également inspecté par le Premier ministre qui a montré un intérêt à ce projet touristique, premier du genre au niveau de la wilaya. A l'occasion, il a présidé une cérémonie de remise d'une douzaine de titres de concession à des investisseurs dans différents domaines d'activités, dont le tourisme.

L. A. R.

Sellal évoque la santé de Bouteflika à Touggourt

LE PRÉSIDENT Abdelaziz Bouteflika «*va bien*», a assuré le Premier ministre Abdelmalek Sellal lors de sa visite à Touggourt, dans la wilaya de Ouargla. «*Le président va bien, il vous passe le bonjour et vous demande de travailler et d'être nationaliste*», a déclaré M. Sellal. Il répondait à un groupe de travailleurs qui l'ont interpellé, à l'issue de sa visite du projet de l'hôpital de 240 lits, sur la santé du Président en lui souhaitant «*la guérison*».

L. A. R.

Accueilli par deux manifestations...

DANS LA wilaya de Ouargla où il a été en visite de travail et d'inspection, Sellal a été accueilli par une manifestation pacifique lors de laquelle il a été apostrophé avec ces termes : «*On veut vous parler. Nous sommes marginalisés*». Quelques dizaines d'habitants de la commune de Nazla, dans le grand Touggourt, et de la daïra de Témacine, dans la wilaya de Ouargla, se sont rassemblés depuis la matinée de jeudi devant les deux points que le Premier ministre Abdelmalek Sellal a visités. Les habitants de ces deux localités ont profité de cette visite pour donner de la voix et interpeller le Premier ministre sur leur situation précaire. Les services de la wilaya ont demandé aux manifestants de désigner deux représentants pour rencontrer Abdelmalek Sellal. Les manifestants ont été cernés par un impressionnant cordon de sécurité afin d'éviter que ces derniers puissent bloquer le passage de la délégation du Premier ministre. De jeunes manifestants réclamaient les attributions promises de lots de terrain à bâtir, un aménagement du quartier en daïra, la poursuite judiciaire de l'affaire des quatre jeunes tués lors des plus graves émeutes qu'a connues Haï El Baroud, commune de Nezla, dans la daïra de Touggourt, ainsi qu'une solution pour le problème de chômage. Les manifestants accusent les autorités locales, communes et wilaya, d'ignorer leurs demandes relatives à la distribution de lots de terrain promis l'année dernière, le raccordement du quartier au réseau en eau potable, etc.

L. A. R.

Le chômage à Ouargla est insignifiant

ABDELMALEK Sellal a également saisi l'opportunité pour indiquer, concernant la problématique du chômage dans la wilaya de Ouargla, qu'elle n'est pas de grande ampleur, et que le taux de chômage dans cette wilaya est l'un des moins élevés du pays.

L. A. R.

Le programme de logement équivaut à celui de plusieurs pays à la fois

«*LES réalisations de l'Algérie en matière de logement constituent l'équivalent de programmes de plusieurs pays à la fois*», a déclaré à Touggourt le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Il en veut pour preuve «*la réalisation de 325 000 unités pour l'année 2014, et le lancement de 400 000 autres, toutes formules confondues durant la même année*». Il a rappelé les efforts de l'Etat dans ce domaine, notamment l'aide attribuée aux citoyens pour l'autoconstruction, dont le montant s'élève à 800 000 DA pour les habitants des Hauts-Plateaux et d'un million de DA pour ceux de l'extrême Sud. Il a exhorté également les responsables des projets à prendre en considération dans leur conception des logements les conditions à même de garantir le bien-être des citoyens dont les espaces verts et les aires de jeu, appelant, à ce titre, à l'ouverture du secteur à l'investissement privé pour prendre en charge ces aspects, en préparant un terrain favorable.

L. A. R.

La pénurie de carburant refait surface

Rush inexpliqué sur les stations-service

■ Depuis jeudi, le décor est planté : les automobilistes sont obligés de faire la queue pour se ravitailler. Mais cette mission n'est pas toujours accomplie. Ils sont souvent contraints de rebrousser chemin pour faire le plein dans une autre station. Malgré les assurances émises par Naftal sur la disponibilité des carburants, le rush inexpliqué des automobilistes sur certaines stations-service de la capitale était toujours visible durant la journée d'hier.



Par Meriem Benchaouia

Encore une fois, une nouvelle pénurie de carburant touche les wilayas du Centre. De nombreuses stations-service connaissent ces derniers jours une pénurie de carburant, provoquant de longues files de véhicules attendant leur approvisionnement en cette énergie. Depuis jeudi, le décor est planté : les automobilistes sont obligés de faire la queue pour se ravitailler. Mais cette mission n'est pas toujours accomplie. Ils sont souvent contraints de rebrousser chemin pour faire le plein dans une autre

station. Malgré les assurances émises par Naftal, sur la disponibilité des carburants, le rush inexpliqué des automobilistes sur certaines stations-service de la capitale était toujours visible hier matin. La situation « n'a aucune explication logique », car elle est due « à une mauvaise appréciation des consommateurs » qui par leur « inquiétude » suscitent « une forte pression sur l'offre en carburant », a estimé le directeur de l'énergie de la wilaya de Tipasa, Hafid Chemaoune. Une situation très embarrassante et contraignante à la fois pour les automobilistes qui sont dans l'obligation de suspendre leurs

activités professionnelles et personnelles, durant des heures, afin d'espérer arriver à faire le plein de réservoir. Les transporteurs sont aussi pénalisés. Certains ont tout simplement immobilisé leurs véhicules. Bien évidemment, ce sont les usagers du transport en commun qui, les premiers, font les frais de cette pénurie. Par ailleurs, de nombreux propriétaires de véhicules touristiques, de chauffeurs d'autobus et de camions sont contraints, en effet, de stationner aux abords des routes menant vers la majorité des stations en attendant l'approvisionnement de leurs véhicules. « Ce qui m'irri-

te le plus, c'est qu'aucune information n'a été donnée sur les raisons de cette pénurie, ni les mesures préconisées pour l'atténuer », peste un automobiliste, contraint de se lever à 3 h du matin pour faire la queue, dans l'espoir d'alimenter son réservoir d'essence. La situation est également à l'origine de l'arrêt d'activité de nombreux transporteurs jeudi, au moment où de nombreuses personnes ont été aperçues en possession de jerricans, mais sans leurs véhicules, dont le stock de carburant a été épuisé. Pour rappel, Naftal avait pris les mesures qui s'imposaient en renforçant l'approvisionnement en carburant par des points de vente de la distribution au niveau des petites stations-service privées, situées au cœur de la capitale. Pour ce faire, Naftal avait obtenu une dérogation auprès de la wilaya d'Alger pour autoriser les camions citernes à circuler durant la journée en vue d'alimenter ces points de vente. Le plus inquiétant et grave en même temps c'est que cette situation contraint souvent certaines personnes inconscientes du danger qu'elles encourent et font recours à la pratique de stockage de ce produit très inflammable, à domicile et cela, souvent dans des contenants non appropriés. Notons par ailleurs, que le gasoil et l'essence sans plomb sont les carburants les plus touchés par cette pénurie, a indiqué un employé au niveau d'une station.

M. B.

Saâdani/FLN

«Le prochain congrès sera celui de la base, pas du comité central»



Le prochain congrès du parti du Front de libération nationale (FLN) sera « le congrès de la base militante », a déclaré, jeudi à Ain Oulmène (Sétif), le secrétaire général de cette formation politique, Amar Saâdani. Le congrès sera « préparé par les

militants activant au sein des mouhafadhas et des kasmats et non plus, comme auparavant, depuis Alger par le comité central », a souligné M. Saâdani au cours d'un meeting qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes dans la salle du complexe sportif de proximité.

« Chaque militant a droit à sa carte du FLN au sein de notre parti dont le projet consiste à renforcer sa présence dans l'Algérie profonde, dans ses villes,

ses villages et ses dechras, c'est pourquoi, il faut que la décision provienne des assemblées générales et non dictée d'en haut », a-t-il souligné.

Le parti « doit être entre les mains de sa base et non entre celles de sa direction, et

ses kasmats se doivent d'être ouvertes à tous les militants », a encore insisté l'intervenant, soulignant que le FLN œuvre à aller « au-devant de ses militants où qu'ils se trouvent, dans les villes ou dans les campagnes ».

Evoquant la Constitution, M. Saâdani a indiqué que le pays « prépare une nouvelle étape » qui verra l'Algérie obtenir d'autres acquis, consolider ses institutions et consacrer l'indépendance de la justice et les droits de l'homme, comme le souhaite le peuple.

« Si la nouvelle Constitution fait aujourd'hui "peur" à certains, elle rassérène la majorité des Algériens », a encore martelé le secrétaire général du parti du FLN, soulignant, à ce propos, que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a « consacré sa vie entière à l'Algérie, à sa dignité et à sa sécurité, va tenir l'engagement qu'il avait fait devant le peuple ».

« Tout comme le FLN, l'Algérie va bien et son président va bien et quiconque prétendrait le contraire fait preuve d'hypocrisie et n'aime ni son pays ni les gens qui y vivent », a conclu le secrétaire général du FLN.

L. O./APS

LA QUESTION DU JOUR

Qu'advendra-t-il de Damas après la libération de Mossoul ?

Suite de la page une

Serait-elle en train de perdre pied ? Ne reculerait-elle pas au contraire sur ces positions que pour mieux repartir à l'assaut prochainement ? On en saura plus à cet égard dans les jours et semaines qui viennent. Il n'en reste pas moins que la fin de l'Etat islamique ne se fera pas dans un seul élan, en une seule séquence temporelle, mais en deux phases bien distinctes dans le temps. L'Irak sera délivré de la présence de Daech bien avant que la Syrie n'en soit libérée quant à elle. C'est que l'équation syrienne est différente de celle qui sous-tend la situation irakienne. Ce sont les bombardements de la coalition qui ont ouvert la voie aux forces irakiennes. Sans eux Tikrit n'aurait pas été libérée aussi vite. Peut-être même ne l'aurait-elle pas été. Et auparavant, ce sont ces mêmes attaques aériennes qui avaient arrêté l'avancée de Daech sur Baghdad au sud, sur Irbil au nord. C'est la coalition qui a empêché que tout l'Irak soit occupé par l'Etat islamique. Si celui-ci n'avait été instauré qu'en Syrie, nulle coalition n'aurait été formée en vue de le combattre. On ne peut donc exclure que chassé d'Irak, il ne se replie tout entier en Syrie, et n'en vienne à vouloir s'emparer de Damas, dans les environs duquel il est déjà présent. Certes, on n'en est pas encore là. Toutefois, la bataille de Damas pourrait bien commencer plus tôt qu'on ne serait porté à le croire. Car l'Etat islamique pourrait bien s'être déjà fait à l'idée que ses jours sont comptés en Irak, que de toute façon il ne pourrait pas y résister longtemps à la conjugaison des coups terrestres et aériens qui lui sont portés, qu'il est de son intérêt de passer tout entier en Syrie le plus rapidement possible, dans l'intention de s'y dédommager de ce qu'il aura perdu en Irak. Après tout, c'est en Syrie que se trouve Raqa, la capitale du califat. Ce faisant, il entrera dans les vues de l'Arabie saoudite et du Qatar, pour qui tout vaudra mieux que le maintien du régime syrien, dès lors qu'il ne représentera plus un danger pour eux, ni pour aucune des monarchies du Golfe. Ainsi donc, bien loin de hâter le retour à la paix en Syrie, les victoires que les forces irakiennes sont en train de remporter sur l'Etat islamique peuvent bien préluder au contraire à une aggravation, à un renouvellement de la guerre qui s'y déroule depuis maintenant plus de quatre années.

M. H.

Rencontre Université-entreprises

Les diplômés toujours pas adaptés au marché du travail

■ Les participants à la rencontre organisée par l'université USTHB avec une quarantaine d'entreprises ont mis en exergue la nécessité d'adapter les diplômés de cette université aux spécificités des entreprises, notamment dans les spécialités techniques nécessitant de hautes technologies qui évoluent chaque année.



Par Yasmine Ayadi



Phs/DR

Pour une paix durable au Mali
L'ONU appelle à saisir la «chance historique» de l'accord d'Alger

LE SECRÉTAIRE général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, s'est félicité de l'appui de la communauté internationale en faveur de l'accord de paix et de réconciliation au Mali paraphé, il y a plus d'un mois à Alger, appelant toutes les parties à saisir cette chance «historique» pour la restauration d'une paix définitive.

M. Ladsous a estimé, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Mali jeudi, que ce dernier «a atteint un moment-clé de son processus de paix», affirmant que «la paix était à la portée du pays», lit-on dans un communiqué de l'ONU.

Les parties maliennes au dialogue pour le règlement de la crise dans la région nord du Mali ont paraphé le 1^{er} mars dernier à Alger un accord de paix et de réconciliation sous la supervision de la médiation internationale, conduite par l'Algérie, en tant que chef de file.

Le document a été paraphé par le représentant du gouvernement malien, les mouvements politico-militaires du nord du Mali engagés dans la plateforme d'Alger (le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), dissident), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA) et la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR) et par l'équipe de la médiation conduite par l'Algérie.

Cependant la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) regroupant (le Mouvement national de libération de l'azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'azawad (MAA) a demandé «une pause» pour consulter leur base militante avant de parapher le document.

Kamel L.

Air Algérie
**Promotion
Alger-Pékin-Alger**

AVEC LA réception du nouvel AIRBUS A330 destiné au long courrier et équipé en cabine de dernière génération, Air Algérie lance la vente en business classe Alger-Pékin-Alger à partir de 149 000 TTC. Air Algérie propose ce tarif promotionnel «Cabine Affaires» à l'achat, du 12 avril et jusqu'au 31 mai 2015, avec une franchise bagage de 2x23 kg et une revalidation gratuite pour des séjours allant jusqu'à 2 mois. Air Algérie tient à informer sa clientèle que cette nouvelle offre vient en inauguration de l'A330 réceptionné le 2 avril 2015 avec une cabine business de dernière génération.

Communiqué

L'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) a organisé jeudi une rencontre avec des entreprises en vue de tracer des programmes de coopération visant principalement à adapter les diplômés de cette université avec les besoins du secteur économique. Une quarantaine d'entreprises publiques et privées de différentes tailles et activités étaient présentes à cette rencontre dont Sonatrach, Sonelgaz, Algérie Télécom, Air Algérie et la Compagnie algérienne d'assurances et de réassurances (Caar). Le directeur général d'Algérie Télécom, Azouaou Mehmel, et le P-DG de Sonelgaz, Noureddine Bouterfa, étaient également parmi les participants à cette réunion présidée par le recteur de l'USTHB, Benali

Benzaghou. Les participants à cette rencontre ont mis en exergue la nécessité d'adapter les diplômés de cette université aux spécificités des entreprises notamment dans les spécialités techniques nécessitant de hautes technologies qui évoluent chaque année. A cet effet, le recteur de l'USTHB a recommandé de conclure des conventions-cadres entre son université et les entreprises désirant pouvoir développer des programmes et des spécialités spécifiques à leurs besoins à long terme. D'ailleurs, une dizaine de spécialités Master ont été introduites ces dernières années suite à des conventions avec certaines entreprises, selon M. Benzaghou qui a cité les spécialités «réservoir engineering des hydrocarbures» développée pour Sonatrach, «énergies renouvelables» pour Sonelgaz ainsi que deux autres spécialités développées pour des groupes privés.

Les Masters «mathématiques financières» avec les banques et assurances, et «criminalistique» pour la gendarmerie et la police scientifique figurent aussi parmi les spécialités créées suivant cette démarche. Des conventions similaires seront prochainement signées avec d'autres entreprises telles que Mobilis et Algérie Télécom. Sur le plan de la recherche, l'USTHB, qui possède actuellement 67 laboratoires de recherche, prévoit de créer 80 laboratoires supplémentaires durant les prochaines années p o u r répondre, à travers des thèses et des travaux de recherche, aux différentes problématiques rencontrées par les entreprises économiques. Les parcours d'insertion des jeunes diplômés du supérieur dans la vie professionnelle relève également d'une banque de données claire des offres et capacités d'emploi des différentes entreprises. Car cer-

taines entreprises, publiques surtout, procèdent à des recrutements par piston même quand l'embauché ne répond pas aux critères et exigences du poste. Une réalité qui engendre le chômage chez un bon nombre de diplômés qui ont toutes les peines à trouver un poste répondant à leur spécialité faute de «piston». Le monde du travail et l'enseignement supérieur connaissent conjointement des évolutions à des rythmes discutables, qui sont sans grand effet sur une économie qui jusque-là repose essentiellement sur les exportations des hydrocarbures. Comment le marché du travail peut repérer les candidats qui méritent le mieux leur place ? Telle est l'autre nécessité qui s'impose pour que l'enseignement supérieur et les entreprises travaillent plus efficacement pour la lutte contre le chômage et le développement de l'économie nationale. Y. A.

Tizi Ouzou

Fin de la grève des travailleurs des finances

La grève illimitée entamée depuis trois semaines par les employés du secteur des finances de la wilaya de Tizi Ouzou a pris fin jeudi dernier après une nouvelle rencontre de négociations entre les travailleurs sous l'égide de leurs représentants syndicaux de l'UGTA et des dirigeants de leur administration sous la présidence du wali Abdelkader Bouazeghi.

Pour la rencontre, l'UGTA a dépêché un membre de sa direction nationale et le minist-

ère des finances a délégué la directrice régionale du budget. Après plusieurs heures de négociations, les deux parties ont trouvé un accord portant sur l'arrêt immédiat du mouvement de grève, d'une part, et la prise en charge des revendications des travailleurs, d'autre part.

Le dénouement a été accueilli avec soulagement dans la wilaya de Tizi Ouzou après ce bras de fer aux conséquences fâcheuses, notamment des retards dans le paiement des

salaires de quelque 300 000 fonctionnaires et des situations financières de nombreuses entreprises publiques et privées chargées des projets d'investissement public. La situation a même été dénoncée par le wali de Tizi Ouzou, Abdelkader Bouazeghi, mardi dernier, devant les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), allant jusqu'à crier à la manipulation dans ce conflit.

Hamid M.

L'habitat rural fait toujours recette

LA WILAYA de Tizi Ouzou a bénéficié durant la période de 2005 à 2014 un programme de 74 320 aides publiques à l'habitat rural, dont 6 000 aides sont destinées à la réhabilitation. Et de tout de cet important programme, 54 000 ont été concrétisées par l'octroi à leurs bénéficiaires de la totalité de l'enveloppe allouée (deux tranches), selon un bilan fourni par la Direction locale logement et des équipements publics (Dlep) à

l'occasion de la présentation du bilan annuel du wali soumis devant les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), réunis la semaine dernière en session ordinaire. Il ressort ainsi que durant l'année 2014, quelque 7 768 des 8 000 aides notifiées en mars 2014, quelque 7 568 ont été déglobalisées et 988 ont été validées par le wali. Alors que les 2 106 du programme complémentaire des 5 000 aides notifiées en juillet 2013 quelque

1 199 aides ont été validées par le wali et transmises à la CNL pour établissement des décisions d'éligibilité. L'avancement considérable dudit programme a été boosté, ces deux dernières années, à la faveur de la promulgation de l'arrêt ministériel du 19 juin 2013, modifié et complété en date du 18 juin 2014, et qui porte principalement sur les taux de libération des deux tranches, la 1^{re} à 60% et la seconde à 40%, à la

faveur des bénéficiaires. En outre, on peut citer d'autres allègements, notamment les justifications des revenus, de la résidence attestés par les présidents des Assemblées populaires communales. Actuellement, ce taux de concrétisation de tout le programme alloué à la wilaya de Tizi Ouzou durant la période de 2005 à 2015 avoisine les 64%.

H. M.

Selon Bouchouareb, ministre de l'Industrie

Les plans d'actions des groupes industriels devant le CPE en juin

■ Les plans d'actions des douze nouveaux groupes industriels devront être soumis à l'examen du Conseil des participations de l'Etat (CPE) avant fin juin prochain, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb.

Par Anis Gh.

Après que les plans de développement de ces groupes, nés de la restructuration du secteur public marchand industriel en février dernier, seront avalisés par le CPE, les 12 groupes pourront signer leurs contrats de performances et seront «réellement opérationnels», a indiqué le

Relations économiques entre l'Algérie et la France «Extrêmement denses», affirme le consul de France à Oran

LE CONSUL général de France à Oran, Gérard Ménard, a qualifié, jeudi, les relations économiques entre l'Algérie et la France d'«extrêmement denses», soulignant que les échanges commerciaux ont triplé en 12 ans. «Les échanges entre l'Algérie et la France sont continus et ce sont des structures comme le Comité mixte économique franco-algérien (Comefa) réunissant les ministres des Affaires étrangères et de l'Economie des deux pays et le Comité inter-gouvernemental de haut niveau (Cihn) réunissant les Premiers ministres, qui boostent les relations entre les deux pays. Ces relations sont au beau fixe et vont en se bonifiant», a déclaré le diplomate français, lors du forum du journal «Ouest Tribune».

Gérard Ménard a rappelé, au passage, que 450 entreprises françaises actives en Algérie contribuent à la création de 40 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects, déclarant «la présence française en Algérie est tout à fait significative et le tout est aiguillonné par le Comefa et le Cihn». Il a souligné que les domaines des échanges concernent principalement les céréales, l'automobile et les produits pharmaceutiques. Concernant les demandes de visas, le diplomate français a souligné qu'un meilleur traitement est accordé actuellement à ces demandes. Les délais d'attente sont passés de 87 jours en 2013 à 18 jours actuellement, a-t-il indiqué, signalant que 96 400 visas ont été traités en 2014, soit une progression de 30% par rapport à celui de 2013. Sur le plan culturel, le diplomate français a indiqué que son pays œuvre à renforcer l'enseignement de la langue française en Algérie, citant le rôle que jouent les instituts français.

A.H./APS

ministre lors d'un point de presse à l'issue d'une réunion de travail avec les managers de ces groupes. Cette rencontre a été consacrée au lancement de la deuxième étape de la réorganisation du secteur public marchand, à travers l'élaboration des «feuilles de route» des groupes, qui seront évaluées d'ici la fin mai prochain. A ce propos, M. Bouchouareb a considéré que l'installation de ces groupes avait été, certes, une étape importante dans le processus de restructuration du secteur public industriel, mais que beaucoup reste à faire. S'adressant aux nouveaux dirigeants de ces groupes, il a insisté sur l'obligation du résultat des missions qui leur sont confiées en tant que gestionnaires, mais tout en se focalisant également sur la libération des initiatives des cadres et des équipes managériales. «Vous devrez gérer, faire des choix et assumer. Je ne veux pas que nous retrouvions dans la même situation où nous étions et où la même personne décide, exécute et contrôle», a-t-il relevé, rappelant le rôle des Conseils d'administration dans la concertation et la prise de décision. Le ministre a aussi réaffirmé le soutien de l'Etat en accompagnant les entreprises censées contribuer à la diversification de l'économie dans une conjoncture marquée par la baisse des cours mondiaux du pétrole. Rappelant que l'Etat avait consacré, en 2010, une enveloppe financière de 12 milliards de dollars pour le développement des entreprises publiques et dont 30% seulement



Ph/DR

ont été consommés, le ministre a fait savoir que le montant restant sera affecté aux nouveaux groupes. Interrogé par la presse sur le sort des groupes qui n'auront pas atteint les objectifs assignés, le ministre a averti que leurs managers seront alors remplacés. Pour ce qui concerne une éventuelle révision du code des marchés publics, il a évoqué la possibilité de modifier certains articles de ce texte en fonction des situations et des besoins du marché. Douze groupes industriels avaient été mis en place, en février dernier, dans le cadre de

la réorganisation et de la relance du Secteur public marchand industriel (SPMI). Ces entités, créées à partir des 14 Sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP), se composent de sept groupes nouvellement créés et de cinq autres déjà existants. Les 7 nouveaux portent sur les filières, respectivement, de l'agro-industrie, des industries chimiques, des équipements électriques, électrodomestiques et électroniques, des industries locales, de la mécanique, des industries métallurgiques et sidérurgiques et des textiles et

cuir. Quant aux 5 groupes déjà existants, il s'agit de la Société nationale des véhicules industriels (Snvi), du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), du groupe pharmaceutique Saidal, de la Société nationale des tabacs et allumettes (Snta) et de Manadjim Aldjazair (Manal). Inscrit dans le Plan d'action du gouvernement, le nouveau schéma devra permettre au SPMI de jouer un rôle de moteur de croissance et de densification des activités industrielles à même de substituer à l'importation.

A Gh./APS

Micro-entreprises

Des jeunes gérants ambitionnent de mieux se déployer

Des jeunes gérants de micro-entreprises, présents au Salon national de l'emploi qui se tient au Palais des expositions (Safex), ont affiché hier leur ambition de mieux se déployer à l'échelle régionale, nationale voire même internationale pour certains d'entre-eux. Ces jeunes entrepreneurs, qui ont monté leurs projets dans plusieurs secteurs d'activité dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes, ont exprimé leur volonté de tout mettre en œuvre afin de permettre à leurs entreprises de mieux se déployer à tous les niveaux. C'est cette ambition qui motive Hakima Grapssia, une gérante d'une micro-entreprise réalisée dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), spécialisée dans la fabrication de tuile (traditionnelle et moderne), un produit utilisé dans la toiture des constructions et qui veut, comme première étape, déployer son entreprise au niveau de l'est du pays. Issue de la wilaya de Guelma, cette jeune entrepreneur, diplômée du secteur de la formation professionnelle (spécialité comptabilité), était ancienne fonctionnaire dans une usine de fabrication de tuiles. «Je produis près de 10 000 unités par jour, en utilisant de la matière première locale, extraite

de la montagne Maouina (Guelma)», explique-t-elle tout en affichant sa détermination à multiplier les efforts afin de concurrencer les autres entreprises qui actives dans les mêmes créneaux. Pour ce faire, M^{me} Grapssia appelle les pouvoirs publics à lui octroyer un lot de terrain pour lui permettre de procéder à une extension de sa micro-entreprise, laquelle prévoit d'augmenter le nombre des fonctionnaires qui est actuellement de 25 employés. Pour sa part, Redouane Abed, un jeune gérant d'une micro-entreprise sise à Annaba et spécialisée dans les techniques d'isolation thermique, acoustique ainsi que l'étanchéité, s'est dit «déterminé» à tout mettre en œuvre pour permettre à son entreprise de mieux se déployer au niveau national. Diplômé en droit, ce gérant a lancé un appel à l'adresse des secteurs concernés pour qu'il puisse bénéficier de marchés publics afin d'élargir la présence de sa micro-entreprise à l'échelle nationale et de s'intégrer pleinement dans le monde économique. De son côté, Mohamed Nabil Ardjour, gérant d'une micro-entreprise créée en 2012 dans le cadre de l'Ansej et spécialisée dans le domaine de la communication événementielle, a expliqué que son agence vise à pro-

mouvoir l'image des entreprises et faire connaître les starts-up. Ce technicien supérieur, diplômé du secteur de la formation professionnelle en communication graphique, veut bénéficier des 20% des marchés publics destinés aux micro-entreprises. Il a salué, par la même occasion, la décision du gouvernement relative à l'accompagnement financier des micro-entreprises qui reçoivent des stagiaires du secteur de la formation professionnelle pour une formation pratique. L'envie de réussir anime également la jeune Kenza Boussora qui a lancé un site électronique, spécialisé dans l'éducation des enfants de moins de 6 ans par des méthodes psychopédagogiques. Cette jeune entrepreneur, diplômée en psychologie éducative, a réalisé un site web qui offre des jeux éducatifs et des travaux manuels approuvés par des spécialistes. «Ce site électronique se veut un outil supplémentaire à même de renforcer les moyens didactiques pour la formation des enfants par la biais des nouvelles technologies permettant de contribuer à leur épanouissement et à développer leurs capacités, notamment, psychomotrices et linguistiques», explique-t-elle.

Salem K./APS

Médéa

Les travaux d'extension du réseau routier en bonne voie

■ Les travaux d'extension et de modernisation des axes routiers desservant le chef-lieu de wilaya de Médéa, lancés en réalisation début 2014, enregistrent un taux d'avancement jugé «satisfaisant», a estimé, jeudi, le directeur local des travaux publics.

Par Farid K.

Ces travaux d'extension, menés sur plusieurs fronts, sont appelés, une fois achevés, à désengorger les principaux accès vers le centre-ville de Médéa et assurer une desserte rapide entre la partie est et ouest de la wilaya, a indiqué ce responsable, précisant que le plan de modernisation engagé depuis plus d'une année devrait avoir un impact positif sur l'essor économique des localités et villages desservis par ces axes routiers. Il cite, dans ce contexte, le projet de réalisation

d'une voie de contournement au nord de la ville de Médéa, sur un linéaire de 12 km, permettant, à l'avenir, une jonction rapide entre la route nationale N°01, qui relie les régions du nord au sud du pays, et la route nationale N°18, qui dessert la partie occidentale de la wilaya. Cette voie de contournement, qui enregistre un taux d'exécution estimé à environ 60%, passe par le village de «Chrachria», sur la RN 01, puis Tibhirine pour aboutir, enfin, à Draa-Smar, sur la RN18, formant ainsi une boucle à la périphérie nord de Médéa, d'où devraient transiter les automobi-



R.M. > D. R.

listes qui veulent rallier les localités situées à l'est ou à l'ouest de la wilaya, sans passer par le centre-ville, a-t-il expliqué. Un autre projet de contournement, situé à la périphérie sud de la ville de Médéa, est en phase d'étude, a ajouté le DTP, indiquant que cette voie de contour-

nement va former, avec le projet de contournement nord, une «grande boucle» autour de la ville de Médéa, confrontée à d'énormes problèmes de circulation, en raison notamment de l'augmentation du volume du trafic de poids lourds. D'un linéaire de 15 km, le contournement

sud va relier la RN18, au niveau de la localité de Draa-Smar, à la RN01, en suivant un tracé qui passe par le village de Qued Lahrach pour aboutir à la sortie sud du nouveau pôle urbain de Médéa. L'autre axe d'intervention concerne, en l'occurrence, le chemin de wilaya 62, reliant le village de Tamesguida à la commune de Boumedfaa, dans la wilaya de Blida. Les travaux de réhabilitation engagés sur ce tronçon d'une quinzaine de kilomètres touchent, d'après ce responsable, à leur fin et devraient permettre de relancer l'activité économique, principalement agricole, au niveau de toute cette partie de la wilaya, outre son apport au développement des activités touristiques au niveau des Monts de Tamesguida et des villages alentours, a-t-il précisé.

F.K. /APS

Batna

Une route touristique El Madher-Ayoum Lassafir livrée en juin

Une nouvelle route reliant la commune d'El Madher (Batna) au chemin de wilaya (CW) n° 15, près du village de Sidi-Mansar (commune d'Ayoum Lassafir, sera réceptionnée en juin prochain, a affirmé jeudi le directeur des travaux publics, Abderahmane Abdi. Cet axe d'un linéaire de 6 km revêt un «caractère éminemment touristique» du fait qu'il traverse un «superbe site montagneux et verdoyant qui domine la ville d'El Madher», a expliqué ce responsable au wali qui inspectait le projet. Les travaux de réalisation de ce tronçon routier qui a nécessité un investissement public de 200 millions

de dinars, ont débuté en juin 2014 mais ont dû être interrompus en raison des intempéries avant de reprendre à nouveau, a expliqué M. Abdi. La commune d'El Madher réceptionnera également, en juin prochain, le CW 28 doublé sur 8 km entre le chef-lieu de la commune à la route nationale (RN) n° 3, a encore souligné le directeur des travaux publics qui a précisé que le doublement de cette voie se poursuivra pour atteindre, à terme, les limites administratives de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Le wali, Hocine Mazouz, a estimé au cours de sa tournée d'inspection, que ces deux routes seront d'un «appui

considérable au développement de cette commune qui vient de réceptionner une zone industrielle où plusieurs projets sont déjà encore en réalisation». Le chef de l'exécutif local a également rappelé que la commune d'El Madher a déposé une assiette foncière de 18 hectares pour accueillir des investissements à caractère touristique. Il est également prévu la réception «avant le mois de ramadhan prochain» du centre hippique en voie de réalisation dans la commune voisine de Djerma qui relève administrativement de la daïra d'El Madher, selon les explications fournies au wali.

A.O./APS

Lancement en travaux de près de 10 000 logements

Un ensemble de 9 815 logements sera lancé en travaux, dans la wilaya de Batna «au cours du premier semestre de l'année 2015», a affirmé jeudi le wali Hocine Mazouz, lors d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ces logements, inscrits durant les exercices 2013 et 2014 mais qui n'ont pu être lancés pour «diverses raisons», représentent le reliquat de 16 500 unités inscrites durant cette même

période, a précisé le chef de l'exécutif local au cours d'un exposé de la situation générale de la wilaya. Le même responsable a rappelé, au cours de son intervention, que durant les deux précédents programmes quinquennaux (2005-2009 et 2010-2014), 61 453 logements, tous segments confondus, ont été réalisés dans la wilaya de Batna sur un total inscrit de 100 206 unités, tandis que 28 938 autres sont en cours de construc-

tion. Pour rappel, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, avait fait part, lors de sa dernière visite dans la wilaya de Batna, de sa «profonde satisfaction» devant le rythme imprimé aux chantiers d'habitat. Il avait également affirmé que cette wilaya bénéficierait, dans le cadre du prochain quinquennat (2015-2019), d'un «important quota de logements» dans les différents segments.

L.B.

Jijel

4 000 foyers éparés raccordés au gaz naturel

Une opération portant sur le raccordement de 4 000 foyers éparés au réseau du gaz naturel vient d'être lancée dans la wilaya de Jijel dans le cadre d'un programme de rattrapage, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

Ces foyers, situés dans des zones déjà raccordées au réseau mais «omis pour des raisons techniques» lors de la conduite de précédents programmes, ont été recensés par

la direction de wilaya de l'Energie et les services de la Sonelgaz, en collaboration avec les Assemblées populaires communales (APC), a-t-on indiqué de même source.

Lors d'une réunion consacrée au suivi du programme de raccordement au gaz naturel, présidée par le wali, Ali Bedrici, en présence des chefs de daïras, des présidents d'APC et des entreprises de réalisation, le directeur de l'énergie de la

wilaya a indiqué que le taux de couverture, actuellement de 61%, atteindra les 86% après l'achèvement du programme total en cours. Un programme qui porte, a-t-il précisé, sur le raccordement de 120 000 foyers répartis sur 93 centres à travers les 28 communes que compte la wilaya. Le chef de l'exécutif local a demandé, au cours de cette réunion, aux directeurs de l'énergie et de la Société de distribution (SDE) d'effectuer «un autre

recensement, en coordination avec les présidents d'APC, en vue de l'inscription d'un programme supplémentaire au profit des foyers qui viendraient à être omis». Il a également insisté sur le respect des délais de réalisation et sur la «nécessaire coordination» entre les différents intervenants dans ce programme qui donnera lieu à des réunions périodiques d'évaluation et à un «suivi rigoureux».

F.T.

Mascara

430 000 abonnés aux réseaux de téléphonie mobile

LE NOMBRE d'abonnés aux réseaux de téléphonie mobile a atteint, jusqu'à fin mars dernier, dans la wilaya de Mascara 431 000 abonnés, a-t-on appris jeudi de la directrice de la poste et des technologies de l'information et de communication (PTIC). Le nombre d'abonnés représente la moitié de la population de la wilaya estimée à 900 000 habitants, a indiqué la même responsable lors de la première session ordinaire d'APW. La wilaya a enregistré, en fin d'année dernière, un début d'exploitation de la 3^e génération (3G) sur le réseau Ooreedo avec le montage de 53 stations, a-t-elle rappelé, annonçant que l'opérateur Mobilis lancera ce service en fin d'année en cours. La direction de wilaya des PTIC s'est lancé, depuis le début 2015, dans la mise en place de 76 appareils du réseau MSAN pour relier en fibres optiques des zones éloignées de ce service haut de gamme. La wilaya de Mascara qui compte 68 000 abonnés au réseau de téléphone fixe dont 62 600 en téléphone sans fil, a enregistré une baisse depuis 2012, selon la même source. Le nombre d'abonnés aux services Internet via le téléphone fixe reste toujours faible par rapport aux équipements disponibles, s'arrêtant à 28 500 abonnés, ce qui représente 44% de la capacité des équipements, soit 64 000 abonnés.

R.R.



Libye

La guerre civile risque de s'éterniser, estiment des experts

■ Les négociations inter-libyennes doivent prochainement reprendre sous l'égide de l'ONU mais elles ont peu de chances d'aboutir en raison des divisions dans chaque camp, et la guerre civile risque de s'éterniser, estiment des experts.

Par Salim O.

L'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, supervise depuis mars au Maroc des pourparlers entre les deux Parlements rivaux, l'un basé dans la capitale Tripoli contrôlée par la coalition de milices Fajr Libya, l'autre reconnu par la communauté internationale et exilé à Baïda (est). L'objectif est notamment de parvenir à un arrêt des violences et à la mise en place d'un gouvernement d'union dans un pays sous le joug des milices depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Mais les divisions au sein de chaque camp, l'échec des forces politiques à contenir les puissantes milices armées, les ingérences extérieures et la montée en force des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) compromettent grandement, selon les experts, toute chance de trouver une solution politique. Pour Frederic Wehrey, de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, il y a, au sein des deux camps, des pragmatiques et des modérés qui veulent la fin des affrontements et voient dans les jihadistes (...) un grand danger qu'il faut combattre via un gouvernement d'unité. Mais il y a aussi des radicaux qui sont hos-

tiles à un règlement, estime cet analyste. Issandr al-Amrani, de l'International crisis group, souligne également que les deux gouvernements sont très divisés et que chaque camp de négociateurs a aussi ses propres lignes de fracture. Le succès du dialogue dépend selon lui de la capacité des organisateurs à séparer le bon grain de l'ivraie, selon lui. Autre écueil pour l'arrêt des combats et la recherche d'une solution, les acteurs (des négociations) ne contrôlent pas forcément les groupes armés sur le terrain, souligne M. Wehrey, en faisant référence notamment au général Haftar, le chef de l'armée libyenne, d'un côté, et à Fajr Libya de l'autre.

Dimension régionale

Dans ce genre de situation, l'essentiel est de maintenir une dynamique et un espoir de parvenir à un accord de principe car plus le temps passe, plus on offre aux partisans du chaos la chance d'opérer sur le terrain, selon M. Amrani. Comme en Syrie et en Irak, l'EI a tiré profit en Libye de l'instabilité pour se développer. Le groupe ultraradical sunnite a notamment profité des combats entre différentes milices pour s'implanter à Derna et à Syrte, deux villes sur la côte



Ph. : DR

méditerranéenne, perpétrant des attentats et des exactions, comme la décapitation de 21 chrétiens coptes. Pour le professeur de sciences politiques Ali Zliti, la Libye est bel est bien installée dans une guerre civile. Selon lui, des pays de la région jouent en outre leur carte en soutenant militairement un camp contre l'autre. C'est le cas d'un côté de l'Egypte et des Emirats arabes unis qui soutiennent selon lui le général Khalifa Haftar, le nouveau chef de l'armée, et de l'autre côté la Turquie et le Qatar soupçonnés d'aider Fajr Libya. M. Amrani souligne également que les ingérences extérieures nourrissent un conflit qui déborde en l'absence d'une solution politique. Plus le conflit prend une dimension régionale et plus

il se prolonge comme cela a été le cas au Liban, où une guerre civile a duré 15 ans (entre 1975 et 1990), faisant plus de 150 000 morts, souligne l'expert. Plusieurs pays occidentaux comme la France s'inquiètent vivement de la présence de l'EI en Libye, un pays qui constitue la source principale de l'immigration clandestine vers les côtes européennes, et notamment l'Italie, à 350 km des côtes libyennes. Cependant, ces pays ne semblent pas vouloir intervenir militairement dans le borbier libyen et se lancer dans une nouvelle aventure militaire comme c'était le cas lors des opérations de l'Otan en 2011 pour soutenir les rebelles face au régime de Kadhafi.

S. O./Agence

Sahara occidental Les députés italiens adoptent deux motions de soutien en faveur du peuple sahraoui

LA CHAMBRE italienne des députés a adopté, lors de l'examen, récemment à Rome de la question de participation de l'Italie à la Mission des Nations unies pour le référendum sur le Sahara occidental (Minurso), deux motions de soutien en faveur du peuple sahraoui. La première motion engage le gouvernement italien à «évaluer l'opportunité de poursuivre, le plus rapidement possible, la participation italienne à la Minurso et aux initiatives de soutien en faveur du peuple sahraoui, et à poursuivre l'activité diplomatique visant à parvenir à une solution juste et équitable du problème du Sahara occidental». La deuxième motion engage, quant à elle, le gouvernement italien à «vérifier l'opportunité de ne pas interrompre la participation italienne à la Minurso» et à s'activer dans les sièges internationaux pour que le mandat de cette Mission soit élargi, envisageant notamment des tâches en matière de respect des droits de l'Homme». Les deux motions ont été intégrées dans un texte final adopté par la Chambre italienne des députés, fixant le niveau de participation de l'Italie aux Missions des Nations unies pour le maintien de la paix et les budgets qui leur seront alloués pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015.

Ramy G./ SPS

Maroc

22 ONG saisissent l'ONU sur les «restrictions» de leurs activités

Le Collectif marocain des organisations des droits de l'Homme, qui réunit 22 ONG (Organisations non gouvernementales) vient de saisir quatre adjoints du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, sur les «restrictions» de leurs activités par les services du ministère marocain de l'Intérieur.

Dans une déclaration rendue publique mercredi sur le site web (www.yabiladi.com) le Collectif a relevé que «62 manifestations ont été annulées depuis le 15 juillet 2014», faisant état de «violations et de dépassements commis par les représentants de l'Administration territoriale à l'encontre des associations et des défenseurs des droits de l'Homme». Il a souligné, en outre, que «les interdictions de ses réunions par les autorités ne s'appuient sur aucune base juridique et ne sont jamais justifiées».

Le Collectif a relevé également que le siège de l'association médicale de qualification des victimes de torture, qui prodigue des soins gratuits au profit d'anciens détenus politiques démunis, «avait été la cible, en septembre 2014, de deux effractions de domicile» et que «des plaintes ont été dépo-

sées contre X, mais l'enquête menée par le Parquet général n'a conduit à aucune accusation». Les locaux de l'Association de journalisme d'investigation «ont subi les mêmes dommages sans que la police ne parvienne à identifier les coupables», a noté la même source, précisant que la saisine du Collectif de quatre rapporteurs spéciaux de l'ONU «est soutenue par Human Rights Watch».

Celle-ci a indiqué dans un communiqué que les autorités marocaines «s'obstinent à entraver les activités d'une importante organisation indépendante de défense des droits humains, malgré deux décisions judiciaires statuant sur l'illégalité des interdictions de réunions prévues par cette organisation».

«Dans une première étape, les messages du Collectif seront examinés par les responsables onusiens qui adresseront, par la suite, au gouvernement marocain des demandes pour donner une réponse, laquelle sera transmise, dans une troisième étape, aux membres du Collectif», a confié Mohamed Zahari, secrétaire général de la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme. Il a précisé que la question des entraves des

activités de certaines associations «sera sur l'agenda du rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression qui effectuera une visite au Maroc entre fin avril et début mai 2015».

31 morts et 9 blessés dans un accident de la route dans le sud du pays

Au moins 31 personnes ont été tuées et neuf blessées hier dans une collision frontale entre un autocar transportant de jeunes athlètes et un camion, près de Tan-Tan, dans le sud du Maroc, ont annoncé les autorités locales et des médias marocains.

Le drame est survenu vers 07h00 locales au niveau de la commune de Chbika lorsqu'un autocar est entré en collision frontale avec un camion semi-remorque, ont rapporté ces médias, citant des autorités locales. Près de 4 000 personnes décèdent chaque année sur les routes marocaines, soit près de 12 en moyenne chaque jour.

Lamia F. / APS



Etats-Unis-Cuba

Discussions positives avant le face-à-face Obama-Castro

■ Les présidents américain Barack Obama et cubain Raul Castro se retrouvaient hier au Panama pour un sommet continental historique voué à sceller le rapprochement entre les États-Unis et Cuba après 53 ans d'antagonisme absolu.

L'événement a été précédé dans la nuit de jeudi à hier par une rencontre qui fera déjà date entre le secrétaire d'État américain John Kerry et son homologue cubain Bruno Rodríguez. Ces entretiens, les premiers entre responsables de ce niveau depuis 1958, ont permis de faire des « progrès » en vue du rapprochement entre les deux pays, a rapporté le Département d'État sans fournir plus de détails. Ce sommet des Amériques, qui réunit pendant deux jours une trentaine de chefs d'État, enregistre la présence inédite de Cuba, longtemps écarté des grand-messes continentales par les États-Unis et l'Organisation des États américains (OEA). Et après la poignée de mains échangée fin 2013 par Obama et Castro en Afrique du Sud, les deux hommes vont se retrouver pour un face-à-face sans précédent entre chefs d'État des deux pays depuis 1956. Soit deux ans avant la révolution socialiste de Fidel Castro qui avait conduit à la rupture des



PH. J. D. R.

relations cubano-américaines en 1961. Si aucune rencontre formelle n'a été annoncée, ces échanges inédits vont venir couronner le rapprochement surprise annoncé en décembre dernier au terme de 18 mois de tractations menées dans le plus grand secret. Après l'ouverture officielle

du sommet dans la soirée, Castro et Obama doivent participer à un dîner de chefs d'État dans la vieille ville de Panama. L'annonce du dégel entre les ennemis de la guerre froide fera date et ouvre la voie à de longues et après négociations pour résoudre de nombreux points de contentieux hérités de plus d'un demi-siècle d'affrontements. Jeudi soir, le Département d'État aurait toutefois entamé les démarches pour la levée d'un premier obstacle: la présence de Cuba dans la liste américaine des pays soutenant le terrorisme. Ben Cardin, démocrate le plus haut placé de la commission des Affaires étrangères du Sénat, a fait état du dépôt d'une « recommandation du département d'État de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme ». « J'espère que cette annonce lèvera les obstacles au rétablissement des relations diplomatiques », a souligné le sénateur, alors que le Département d'État tardait à confirmer l'information. Le retrait de Cuba de cette liste est la prin-

cipale condition posée par Cuba à la réouverture d'ambassades dans les deux pays, même si Obama a prévenu que cela « prendrait du temps », avant de quitter la Jamaïque pour le Panama, où il est arrivé jeudi soir. Cette liste est « juste un début » sur le chemin de la normalisation, a relevé pour l'AFP Mark Weisbrot, directeur Centre de recherche économique et politique basé à Washington. Car Raul Castro a prévenu fin janvier que la normalisation « ne sera pas possible » tant que sera maintenu l'embargo en vigueur depuis 1962 contre l'île communiste, qui demande inlassablement sa levée. Par ailleurs, demeurent les épineux dossiers de la base navale américaine de Guantanamo (est), occupée par les troupes américaines depuis 1903, et celui des compensations mutuelles demandées par les deux pays pour les dégâts de l'embargo et la nationalisation de biens américains après la révolution castriste. Ce sommet « fait partie des négociations en cours » entre La Havane et

Washington, explique l'ancien diplomate et universitaire cubain Carlos Alzugaray. « La présence de Raul Castro au sommet n'est pas un aboutissement, mais un début ». Soucieux de reprendre pied sur le continent après avoir déminé la question cubaine, Obama a annoncé qu'il viendrait à ce Sommet porteur d'une volonté de « dialogue », fort du réchauffement en cours avec La Havane et de la signature d'un accord-cadre sur le nucléaire iranien.

Mais il devra faire face à de nombreux pays latino-américains remontés par sa récente décision de signer un décret qualifiant le Venezuela, principal partenaire économique de Cuba, de « menace » pour la sécurité intérieure des États-Unis.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé jeudi soir qu'il avait prévu de remettre lors de ce Sommet plus de 13 millions de signatures à M. Obama en faveur de l'annulation de ce décret polémique qui établissait des sanctions contre de hauts responsables du Venezuela.

Mais Washington, comme Caracas, se sont aussi efforcés de faire baisser la pression, les États-Unis admettant que le Venezuela « n'est pas une menace » et Maduro se déclarant disposé au « dialogue ».

Les observateurs doutent que ce désaccord avec Caracas nuisent au réchauffement cubano-américain, même si Cuba devra soutenir publiquement son allié.

Pour ce qui est des résultats réels du sommet panaméen, officiellement consacré à la « prospérité dans l'égalité », les attentes sont minimes alors que des rumeurs insistantes circulent dans la capitale panaméenne sur l'absence de déclaration finale du fait du litige vénézuélien.



Points chauds

Déchirure

Par Fouzia Mahmoudi

La scène politique en France a été cette semaine lourdement marquée par le drame familial qui a déchiré les Le Pen tout en impactant fortement le Front National, parti fondé il y a trente ans par Jean-Marie Le Pen et dirigé aujourd'hui par sa fille Marine. Depuis quelques jours en effet, le patriarche des Le Pen a décidé d'occuper l'actualité médiatique et politique en multipliant les déclarations polémiques. D'abord en réitérant son commentaire sur les chambres à gaz de la Seconde Guerre mondiale, puis en critiquant la direction prise par le parti frontiste depuis la prise de pouvoir de sa fille. Des déclarations qui ne peuvent désormais rester sans réponses. Ainsi, la présidente du FN a annoncé jeudi sur TF1 la convocation prochaine de son père « devant le bureau exécutif » du parti « siégeant en sa qualité de structure disciplinaire ». « Personne ne comprendrait qu'il y ait au FN des personnalités qui puissent exprimer une pensée qui soit personnelle et contraire aux statuts du FN (...) J'ai décidé l'ouverture d'une procédure disciplinaire. Jean-Marie Le Pen sera convoqué devant le bureau exécutif siégeant en sa qualité de structure disciplinaire », a annoncé Marine Le Pen. Le bureau exécutif du FN, l'instance suprême du parti, comprend neuf membres, dont Marine Le Pen et Jean-Marie Le Pen, ainsi que les cinq vice-présidents, le trésorier et le secrétaire. Cette dernière a en outre exhorté son père de 86 ans, de « faire preuve de sagesse, de tirer les conséquences du trouble qu'il a lui-même créé et peut-être arrêter ses responsabilités politiques ». La présidente du FN, qui a pris en 2011 les rênes du parti co-fondé par son Jean-Marie Le Pen en 1972, a assuré qu'elle « ressentait du chagrin comme fille, aussi comme militante », face à la sévère dispute l'opposant à « Le Pen », mais l'a relativisée au regard des « souffrances des Français ». Alors que son père maintient le doute sur sa volonté de représenter le FN en Paca lors des régionales de décembre, Marine Le Pen a répété, comme mercredi, qu'elle s'y « opposera », et que la décision appartiendra au bureau politique du parti, qui se réunira le 17 avril. Invitée à plusieurs reprises à préciser ce qui l'amène désormais à cette procédure disciplinaire alors qu'elle n'avait jusqu'ici opposé que des protestations verbales aux multiples déclarations polémiques de son père, Marine Le Pen a répondu : « C'est le phénomène de la récurrence. On a le sentiment dans cette interview qu'il y a toutes les provocations qui sont réitérées. C'est une grande lassitude et incompréhension de la part des adhérents, des électeurs du FN, des militants, des candidats, qui ne comprennent pas pourquoi le président d'honneur pour lequel ils ont une très grande affection, (...) s'acharne à affaiblir le FN, encore une fois avec des propos qui sont totalement en rupture avec la ligne » du parti. Reste à savoir désormais si cet épisode sera clos rapidement ou si le FN devra se résoudre à exclure un président d'honneur qui est devenu un handicap à l'expansion du parti frontiste qui continue de gagner régulièrement en popularité. F. M.

Yémen

Un premier avion d'aide médicale du Cicr atterrit à Sanaâ

Un premier avion du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr), chargé de 16 tonnes d'aide médicale, a atterri hier à Sanaâ, a annoncé le porte-parole de l'organisation au Yémen, pays en proie à des combats et à des raids d'une coalition arabo-sunnite. « Il s'agit du premier avion du Cicr qui atterrit à Sanaâ. Il est chargé de 16 tonnes d'aide médicale », a déclaré par téléphone Marie-Claire Feghali. Cette cargaison est composée de « médicaments et d'instruments chirurgicaux », a ajouté le porte-parole qui était présente à l'aéroport au moment de l'atterrissage de l'avion. « Demain (aujourd'hui), un deuxième avion devrait acheminer 32 tonnes d'aide médicale, des générateurs et des équipements pour purifier l'eau destinée aux hôpitaux de

Sanaâ », a-t-elle ajouté. Le Cicr avait réussi mercredi à faire accoster à Aden, dans le sud, un bateau chargé d'aide médicale. Une équipe médicale, comportant cinq membres de Médecins sans frontières (MSF), était arrivée à bord de ce bateau, selon le chef de mission de MSF au Yémen, Marie-Elisabeth Ingres. Plus tôt dans la même journée, MSF était également parvenu, selon Mme Ingres, à acheminer à Aden une cargaison de 2,5 tonnes de matériel médical, la première depuis le début le 26 mars de raids aériens d'une coalition menée par l'Arabie saoudite contre les rebelles chiites yéménites. Ces rebelles ont pris le contrôle de larges parties du territoire yéménite, dont la capitale Sanaâ et forcé le président Abd Rabbo Mansour Hadi à fuir le pays et trouver refuge à Riyad.

Des violents combats opposent notamment rebelles chiites et pro-Hadi dans le sud du pays. Un petit avion du Cicr qui transportait uniquement du personnel médical avait aussi réussi à atterrir lundi à Sanaâ. Samedi dernier, le Cicr avait lancé un appel à une trêve humanitaire de 24 heures au Yémen afin d'apporter un soutien médical à la population. Les réserves de médicaments et d'équipements dans les hôpitaux et cliniques sont en train de diminuer dans le pays. La population souffre en outre de pénuries de carburant et d'eau alors que les stocks de nourriture se raréfient. Trois volontaires du Croissant-Rouge yéménite ont été tués la semaine dernière après avoir été pris pour cibles alors qu'ils venaient en aide à des blessés.



Colloque sur Moufdi Zakaria et Mahmoud Darwich

Oran renoue avec la poésie

■ La littérature est à l'honneur en ce mois d'avril à l'ouest du pays. En effet, ce sont l'œuvre et le parcours des poètes Moufdi Zakaria et Mahmoud Darwich qui seront en débat à Oran. Cette rencontre prévue pour mardi prochain s'inscrit dans le cadre de la cinquième édition du colloque littéraire «Bougies qui ne s'éteignent jamais». Une série de rencontres-débats, conférences et expositions est prévue à cette occasion au théâtre régional Abdelkader-Alloula.

Par Abla Selles

Un vibrant hommage sera rendu mardi prochain au théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran à deux chantres de la poésie arabe. En effet, c'est dans le cadre de la cinquième édition du colloque littéraire «Bougies qui ne s'éteignent jamais» que l'œuvre et le parcours de Moufdi Zakaria et Mahmoud Darwich seront revisités.

Cette rencontre de trois jours placée sous le thème «De Moufdi Zakaria à Mahmoud Darwich» s'inscrit dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, a

indiqué la directrice de la maison de la culture Zeddour Brahim Belkacem.

«Ce rendez-vous annuel, qui sera abrité par le théâtre régional Abdelkader-Alloula, rendra hommage à deux poètes qui ont hissé la poésie révolutionnaire aux cimes de l'humanité portant dans leur cœur une flamme de lutte contre le colonialisme», a ajouté Bakhta Kouadri.

«Le choix porté au thème de cette édition est pour mettre en exergue la solidarité et le soutien de l'Etat et du peuple algériens à la cause et au peuple palestiniens qui prennent la révolution algérienne comme symbole et exemple à suivre dans le combat pour l'autodétermination», a-t-on



Mahmoud Darwich

encore souligné. Le programme de ce colloque, qui aura comme invité d'honneur l'historien Bouchikhi Cheikh, prévoit une série de communications traitant des aspects littéraires de Moufdi

Zakaria et Mahmoud Darwich dont «*vision de Moufdi Zakaria à travers l'Illiade de l'Algérie*» et une étude sur le poème «*Abiroune*» (passagers) de Mahmoud Darwich.

Les lauréats du concours national de poésie classique, populaire et récit, organisé par la maison de la culture seront annoncés à cette occasion.

Moufdi Zakaria, poète de la révolution algérienne (1908-1977) et auteur de l'hymne national «*Kassaman*» a laissé derrière lui des qacidate éternelles dont «*Tahtat dhilal ezzeitoun*» (sous l'ombre des oliviers), «*El lahab el moqadass*» (la flamme sacrée).

Mahmoud Darwich (1941-2008) est l'un des poètes palestiniens les plus connus ayant à son actif plusieurs œuvres poétiques dont «*Athar el faracha*» (effet du papillon), «*Kazahr elouz aou abaad*» (rose des amandes ou plus) et «*Madih eddhil el aali*» (hymne de l'ombre supérieure).

A.S.

Festival universitaire des arts populaires

Une occasion pour valoriser le patrimoine national

Un festival national universitaire des arts populaires s'est ouvert jeudi à Oum El Bouaghi, dans le but de valoriser davantage le patrimoine algérien et l'héritage civilisationnel de la nation.

L'importance de cette manifestation culturelle a été soulignée par les participants à ce festival dont l'ouverture officielle a été présidée par Menouar Rouabah, directeur central au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le festival de trois jours a accueilli des représentants de directions des œuvres universitaires venus de 24 wilayas du pays, en plus des étudiants de l'université Mohamed-Larbi-Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi qui font également étalage de leur savoir-faire.

Des produits de l'artisanat réalisés à base de cuir et de bois, ainsi que des plats traditionnels reflétant la richesse de l'identité amazighe et arabo-musulmane de l'Algérie sont exposés à cette occasion.

D'autres produits artisanaux fabriqués en cuivre par des artisans qualifiés sont également exposés, suscitant l'intérêt et l'admiration des visiteurs, nombreux dès l'ouverture du festival. Ce dernier, qui sera étendu à la résidence universitaire de la ville d'Ain Beïda, sera marqué par des galas folkloriques et des concours destinés à récompenser le meilleur plat traditionnel, la meilleure friandise et le plus bel habit, ont indiqué les organisateurs.

F.H.

Festival du théâtre professionnel à Guelma

«Thamen ayam el ousboue» remporte le 1^{er} prix

La pièce «*Thamen ayam el ousboue*» (le 8^e jour de la semaine) de la compagnie du théâtre libre de Mila s'est adjugée, mercredi soir, le premier prix du 9^e festival culturel du théâtre professionnel à Guelma.

Cette œuvre d'une heure 20 minutes, adaptée d'un texte du dramaturge irakien Ali Ben Abdennabi Al Zidi et mise en scène par Zerrouk Nekaâ, plébiscitée par le jury du festival et très applaudie par le nombreux

public du théâtre régional Mahmoud-Triki de Guelma, est ainsi sélectionnée pour participer au festival national de théâtre professionnel prévu prochainement à Alger.

La pièce «*Enasf Edayaâ*», produite par la troupe des artistes libres d'Azzaba (Skikda), a remporté le second prix tandis que la troisième marche du podium est revenue à la coopérative artistique Espace Bleu de Batna grâce à son œuvre «*El Hakika*»

(la vérité). Ces deux dernières pièces sont également sélectionnées pour le festival national d'Alger auquel elles participeront, néanmoins, en «*hors compétition*», a-t-on indiqué au cours de la soirée de clôture.

Le public s'était auparavant délecté, juste avant le tomber de rideau, d'un spectacle très original de pantomime exécuté avec beaucoup de maîtrise par Loffi Bensbaâ, suscitant l'admiration de l'assistance.

Ce festival qui s'est déroulé du 3 au 8 avril, a réuni six pièces, œuvres de troupes venues de plusieurs wilayas de l'Est du pays. Des œuvres que le jury, présidé par l'homme de théâtre Djamel Bensaber, a eu quelque peine à départager, les pièces en lice «*El mazbala el fadhila*» de la coopérative El Tadj de Bordj Bou Arreridj et «*Raks el kilab*» de la maison de la culture de Khenchela n'ayant pas démerité.

L.B.

Salon national de la photo insolite en juin

Début des inscriptions

Le salon de la photographie insolite revient pour une cinquième édition, qui se tiendra du 4 au 27 juin au niveau du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, et lance à cet effet un appel à participation à destination des photographes nationaux.

Grande nouveauté de cette édition, un

concours «Grand prix de la photo insolite» sera au programme.

Comme pour les éditions précédentes, le salon national de la photo insolite lance un appel à participation à tous les amoureux et passionnés d'art photographique.

Ainsi, toute personne souhaitant exposer

ses œuvres, prises en Algérie et limitées au nombre de 2 par le règlement, devra les envoyer à l'adresse suivant : insolites2015@gmail.com, accompagnées du nom du photographe ainsi que des informations relatives aux photographies et ce, avant le samedi 02 mai.

R.C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun

Jusqu'au 19 avril :

Projection du film Les portes du soleil : Algérie pour toujours de Jean-Marc Minéou

Galerie Asselah

Jusqu'au 16 avril :

Exposition de peinture par l'artiste Amel Benghezala.

Villa Abdeltif

Jusqu'au 18 avril :

Exposition de peinture «Offrande au pays du Cèdre» de l'artiste Djahida Houadef.

Institut culturel italien

Jusqu'au 25 avril :

Exposition de costumes italiens du XVe au XIXe siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Galerie Baya du palais de la culture Moufdi Zakaria

Jusqu'au 28 avril :

Exposition de l'artiste peintre Mustapha Nedjai

Institut Cervantes d'Alger

11 avril:

Conférence sous le thème «Alger à l'époque de Miguel Cevantes. 1575-1580». Elle sera animée par l'historien et archéologue Aderrahmane Khelifa.

Aïda Gallery (Dély-Ibrahim)

Du 11 au 25 avril :

Exposition de peinture de l'artiste Youcef Hafid

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 14 avril :

Exposition d'arts plastiques par l'artiste Bedri Mohamed Zaghloul.

Villa Abdeltif

Jusqu'au 18 avril :

Exposition de peinture «Offrande au pays du Cèdre» de l'artiste Djahida Houadef.

Institut culturel italien

Jusqu'au 25 avril :

Exposition de costumes italiens du XVe au XIXe siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Coup-franc direct



Une organisation? Ça se prépare

Par Anouar M.

Passé la déception de la non-attribution de la CAN 2017 à l'Algérie, tout le monde devra savoir que, quelque part, cette décision n'est pas une injustice de la CAF. En effet, il faut savoir que notre pays n'est pas prêt à cent pour cent pour ce rendez-vous pour plusieurs paramètres. Comment présenter une candidature avec des stades qui sont présentés sur maquettes et qui ne sont pas encore réalisés? On a beau rassurer que les stades de Baraki, de Douéra, d'Oran seront prêts en juin 2016 mais personne ne nous croira au final surtout quand on sait que les chantiers ont été lancés depuis plus de cinq ans et qu'à ce moment-là le prix du pétrole était bien coté contrairement à maintenant. Il faut savoir aussi que les terrains d'entraînement en gazon naturel et les terrains de réplique sont rares. Pour ce qui est du réseau routier, il ne faut pas se voiler la face quant aux insuffisances que connaît l'Autoroute Est-Ouest. Le phénomène de la violence n'est pas endigué ce qui est une véritable tare. On a mal géré le dossier du décès du joueur camerounais, Ebossé, et en réalité rien n'a été entrepris pour démasquer les auteurs de ce malheureux incident. Tout cela nous pousse à revoir ces tares et à penser à l'avenir pour que l'organisation soit parfaite.

A. M.

Ligue des champions (1/8^e de finale aller)

USM Alger-AS Kaloum fixé au 19 avril à 18h



Le match aller qui mettra aux prises l'USM Alger face aux Guinéens de l'AS Kaloum, comptant pour les 8^e de finale de la Ligue des champions d'Afrique de football, aura lieu dimanche 19 avril au stade Omar-Hamadi à Bologhine (Alger), a-t-on appris jeudi auprès de la direction algéroise.

Le manager général des Rouge et Noir de la capitale, Rachid Redjradj, a précisé que le coup d'envoi de la partie sera donné à 18h00.

La deuxième manche entre les deux équipes devrait avoir lieu à Bamako (Mali), entre le 1 et le 3 mai prochain, avait rapporté lundi le site spécialisé Guinéen ActuSport. Les clubs guinéens engagés dans les

compétitions africaines ne sont pas autorisés à recevoir à domicile, en raison du risque du virus Ebola, qui a lourdement touché le pays.

L'USMA, l'un des trois représentants algériens en Ligue des champions avec l'ES Sétif (tenante du trophée) et le MCE Eulma, a composé vendredi dernier son billet pour les 8^e de finale de l'épreuve après avoir fait match nul à Dakar face aux Sénégalais de l'AS Pikine 1-1.

Lors du match aller, les Algérois s'étaient largement imposés sur le score de 5 à 1. De son côté, l'AS Kaloum s'est qualifiée dimanche aux dépens des Zambiens de Zesko United (aller 1-1, retour 1-1, aux tab 5-4).

Verts d'Europe

Fortunes diverses pour Slimani et Ghoulam en Coupes du Portugal et d'Italie

Les deux internationaux algériens, Islam Slimani et Fawzi Ghoulam, ont connu des fortunes diverses mercredi soir à l'occasion des demi-finales respectivement de la Coupe du Portugal et la Coupe d'Italie de football. Slimani et son équipe Sporting Lisbonne ont validé leur billet pour la finale de la Coupe du Portugal en battant le Nacional Funchal grâce à un but marqué à la 85^e minute par Ewerthon. Les deux équipes s'étaient neutralisées à l'aller (2-2). L'attaquant algérien, qui est à sa deuxième saison avec le club lisboète, aura ainsi l'occasion de remporter son premier trophée avec son club le 31 mai prochain en finale contre le vainqueur de la confrontation entre le Sporting Braga et Rio Ave, dont le match aller a été remporté par les premiers sur le score de 3-0. En revanche, son compatriote n'a pas eu la même réussite avec son équipe Naples, éliminée en demi-finale de la «Coppa Italia» par la Lazio, qui a gagné au San Paolo 0-1. Après un match nul 1-1 au match aller au Stade olympique de Rome, Naples voudrait faire la décision à domicile pour aller une seconde fois consécutive en finale mais un but de Lulic à la 79^e min a mis un terme à ses rêves. Ghoulam, aligné à gauche, ne décrochera pas une seconde coupe après un match plutôt discret.

CAN 2017

Les langues commencent à se délier

■ Au lendemain de la déception de la non-attribution de la CAN à l'Algérie et qui a été coiffée en vote par le Gabon, des personnalités commencent à s'exprimer pour donner leur version des faits sur ce qui n'a pas marché pour le dossier de notre pays qu'on disait bétonné. Nul ne comprenait vraiment ce qui s'est passé au Caire lors du vote pour l'attribution de la CAN 2017 et qui est revenu en fin de compte au Gabon à la surprise générale.

Par Anouar M.

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, avait déclaré à chaud que l'Algérie devrait, désormais, revoir sa relation avec la CAF après ce qui s'est passé parlant de jeux de coulisses qui ont été défavorables à notre pays. Il affirmait que l'annonce de céder l'organisation au Gabon n'a pas suscité l'engouement de la salle puisqu'il n'y a pas eu pratiquement des applaudissements qui ont accompagné l'annonce de cette nouvelle. Appelé à s'exprimer étant donné qu'il avait tiré la sonnette d'alarme sur le fait que les jeux étaient déjà faits et que la CAF avait choisi le Gabon, le président du COA, Mustapha Berraf, avouera qu'en tant qu'Algérien, il se devait de prévenir tout le monde sur ce qui se tramait après avoir obtenu des informations que l'organisation allait être confiée au Gabon. Il dira que Hayatou avait pris mal la chose et qu'il ne voulait pas le saluer lors de sa dernière visite en Algérie à l'occasion de l'organisation de la Supercoupe africaine à Blida entre l'ESS et le Ahly du Caire. Il indiquera, par ailleurs, dans une déclaration sur



Le vote a été fatal pour l'Algérie

El Heddaï TV, que l'Algérie ne devra pas en rester là malgré la déception et qu'il faudra aller de l'avant puisqu'il y aura d'autres événements à organiser. L'Egyptien, membre du comité exécutif de la Fifa, proche de Raouraoua, Hani Abou Rida, avait avoué qu'il se devait de consoler le patron de la FAF qui a été abattu à l'annonce du verdict de la CAF et que, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, le président de la CAF, Hayatou, a voté pour l'Algérie,

mais les autres membres ont choisi le Gabon. Certains avouent que le Gabon a joué la carte de la sécurité indiquant que leur pays est stable et qu'ils ne connaissent pas de joueurs qui seraient morts sur le terrain, voulant certainement faire référence au décès d'Ebossé sur le terrain en marge du match entre la JSK et l'USMA. Certains avouent donc que cet incident a été fatal pour l'Algérie qui a tout perdu à cause de ce malheureux accident.

A. M.

Demi-finale de la Coupe d'Algérie/RCA - ASO L'Arbaâ pour une finale historique, l'ASO veut sa 2^e Coupe

La deuxième demi-finale de la Coupe d'Algérie de football qui mettra aux prises le RC Arbaâ à l'ASO Chlef au stade Omar Hamadi d'Alger sera un match équilibré entre deux formations qui ont pratiquement le même niveau. Ainsi, le match sera quelque peu spécifique pour les gars du RCA qui disputent leur première demi-finale de Coupe et tenteront d'aller en finale et de vivre leurs premières sensations fortes pour ce club qui est en Ligue 1 depuis seulement deux ans. Les poulaains de Mihoubi sont conscients du fait que ce n'est pas toujours qu'ils pourraient atteindre ce seuil

et qu'ils se doivent donc de faire tout ce qui est en leur possible pour tenter d'aller en finale. L'équipe devrait se présenter au complet sachant que l'infirmerie s'est vidée avant le match. Les joueurs du RCA qui ont de l'expérience dans ce genre de compétition, notamment les Zedam et Moumène qui ont déjà remporté le titre avec le MCA, de même que Harrouche qui a l'habitude de jouer au haut niveau avec le CRB et le NAHD pensent que leur équipe a les moyens d'aller en finale et ne jurent que par la qualification. De son côté, l'ASO Chlef qui a tout fait pour délocaliser le match du stade de Bologhine

devra maintenant se résigner à jouer sur ce stade. Les Chéliéfiens qui courent plusieurs lièvres à la fois puisqu'ils sont qualifiés aux huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine, en plus du fait qu'ils jouent leur survie en Ligue 1 souhaitent quand même aller en finale et donc faire plaisir à leurs fans, surtout que la Coupe est connue pour être une compétition populaire qui crée un certain engouement chez les fans. Pour les poulaains de Benchouia, il faudra se donner à fond pour tenter de réussir l'exploit de passer en finale.

Raouf F.

Classement Fifa (avril 2015)

L'Algérie recule à la 21^e place

L'Algérie a perdu trois places au classement de la Fédération internationale de football (Fifa) du mois d'avril 2015 publié jeudi pour reculer à la 21^e position, mais reste dominante sur le double plan africain et arabe. Sur la scène africaine, l'Algérie est suivie par la Côte d'Ivoire (23^e, -3), championne d'Afrique en titre au mois de février. Le Ghana est classé troisième sélection africaine et perd deux places pour occuper la 26^e position sur l'échelle mondiale. La Tunisie recule elle aussi à la 30^e place (-5).

Les hommes de Christian Gourcuff ont joué deux matches amicaux, contre le Qatar (défaite 1-0) et Oman (victoire 4-1) à Doha (les 26 et 30 mars). Quant aux adversaires des Verts dans les éliminatoires de la Coupe



d'Afrique des nations-2017, ils occupent les positions suivantes : Ethiopie (101^e, +1), Lesotho (122^e, -2) et Seychelles (189^e, -9). Et suite à la période internationale qui a vu s'affronter la plupart des grandes nations de la planète football, de nombreux changements notables sont à signaler au devant du tableau. Si l'Allemagne, championne du monde en titre,

conserve sa première place malgré des résultats moribonds et que l'Argentine la talonne toujours, la Colombie a perdu sa place sur le podium au profit de l'irrésistible Belgique. Dans le même temps, le Brésil profite de sa belle victoire sur l'équipe de France pour gravir une place (5^e, +1). L'Espagne (10^e, +1) et la Suisse (9^e, +3) réintègrent le Top 10 au détriment de la France (11^e, -3) et de l'Italie (13^e, -3). A noter également le joli bond réalisé par l'équipe d'Angleterre qui sort la tête de l'eau et prend trois places ce mois-ci (14^e), grâce notamment à sa victoire 4-0 face à la Lituanie et à son match nul en Italie (1-1) en amical. Enfin, le Pays de Galles réalise la belle opération du moment en glanant la 22^e place au classement Fifa (+15 places, le meilleur total de son histoire).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre Yémen : le cynisme d'une barbarie

Par Nazim Rochd

Le 4 juin 2009, à partir du Caire, le président étatsunien Barack Obama a parlé aux Arabes et assimilés et aux musulmans. Il a fait un grand discours, plein d'emphase, de phrases et de vœux. Il a pris la peine de préciser, entre autres, qu'*«un discours seul ne peut éradiquer des années de méfiance»*. Et ce n'est pas par malice, la ficelle serait trop grosse pour qu'il croit convaincre de sa sincérité, sachant que des années encore allaient venir où cette méfiance allait se renforcer. Il devait, juste, faire dans le protocole. Il n'y a pas eu de sondages pour estimer le nombre de ceux qui l'ont écouté, du moins, s'il y en a eu, ils n'ont pas été publiés. On ne saura pas, non plus, combien l'ont cru. Toujours est-il qu'il n'a pas manqué de parler des Palestiniens, pour confirmer que la méfiance est bien de mise, si ce n'est la colère contre ce qu'il a dit ou omis de dire, en insulte à la vérité et en outrage à un peuple opprimé. Aujourd'hui, les «bons» arabes d'Obama sont à l'ouvrage. Ils le sont depuis qu'ils ont été engagés dans la liquidation de ce qui restait comme résistance à l'ordre qu'il représente. Il les y aide, économisant son armée, qui s'est avérée trop coûteuse pour faire le travail et qu'elle s'est beaucoup salie les bottes à patauger dans le sang. Il faut dire que les Arabes ont énormément évolué et qu'ils sont arrivés à s'unir, dans le bon sens. Ils ont réussi à construire une coalition pour attaquer l'un des leurs, directement, sans passer par l'envoi de mercenaires comme en Syrie. Ils ont

même rejoint les sionistes et les Etats-Unis dans le mépris de ce qu'on appelle «la légalité internationale», leur empruntant l'arrogance et le cynisme, ils bombardent le Yémen sans état d'âme, assurés de ne rien risquer, sauf des Yéménites qui, visiblement, ne sont pas près de se laisser faire. Obama, lui, a soutenu l'agression et a donné de l'assurance à «ses» Arabes. Il les assiste comme nous le révèle le *Wall Street Journal*: «Les stratèges américains utilisent des flux de renseignement issus des survols de reconnaissance du Yémen pour aider l'Arabie saoudite à décider de ce qu'elle doit bombarder et quand», a déclaré un représentant américain. Même que cette aide produit des résultats qui ressemblent étrangement à ceux qui sont obtenus sur d'autres terrains, où les bombardiers du Pentagone ont sévi. Les victimes «collatérales» sont de la partie, les enfants aussi bien sûr, invisibles corps mutilés sur Al Jazeera et ses acolytes. En réponse, il est question de «crise humanitaire», d'appel à «une pause», sans plus, sans que les Saoudiens et leurs comparses se sentent gênés. Le massacre peut continuer et l'entreprise de terroriser la population aussi, en tant qu'objectif de briser les ressorts de la riposte, en semant mort, ruine et désolation, dans l'objectif d'obtenir la reddition. «L'Amérique n'est pas le stéréotype grossier de l'empire *mû par ses seuls intérêts*», a dit le Potus au Caire. Il vient de prouver, magistralement, que ses intérêts restent, tout de même, sa seule préoccupation et que c'est plutôt une réalité qu'un stéréotype.

N. R.

Bolivie

Dealeuse de cannabis à 86 ans

LA POLICE anti-drogue de Bolivie a arrêté une femme de 86 ans en possession de 354 grammes de marijuana à Santa Cruz (Est), a indiqué jeudi le ministère public. «Nous avons trouvé 109 sachets de marijuana» appartenant à la vieille dame, dont l'identité n'a pas été révélée, a déclaré le procureur anti-drogue de Santa Cruz, Victor Hugo Justiniano, sur la chaîne de télévision privée Unitel. Il a ajouté que «la dame, âgée approximativement de 86 ans, a été surprise en train de

vendre ouvertement de la marijuana à des consommateurs».

Un tribunal fera connaître dans les prochaines heures sa décision quant au processus juridique visant l'octogénaire.

Poumon économique de la Bolivie, le département de Santa Cruz, frontalier avec le Paraguay et le Brésil, est une zone de trafic intense de la marijuana et de la cocaïne.

Quelque 171,62 tonnes de cannabis ont été saisies en 2014 par les autorités boliviennes.

R. I.

L'ALGERIE ÉLIMINÉE DE L'ORGANISATION DE LA CAN 2017



Djalou@hotmail.com

Opération des forces de l'ANP

Quatre terroristes abattus dans la forêt de Kherrouba

■ Les forces de l'Armée nationale populaire ont éliminé, jeudi aux environs de 7 h30m, quatre terroristes dans la région de Oued Ouakser dans la commune de Kherrouba à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Boumerdès

Par A.Ammar

Cette opération de ratisage a eu lieu dans les maquis de la région, lit-on dans un communiqué émanant du ministère de la Défense nationale. Un lot de matériel, deux fusils d'assaut de marque Kalachnikov, un fusil

semi-automatique Simonov, un pistolet automatique Beretta, deux appareils radio sans fil, une paire de jumelles, une importante quantité de munitions, des moyens de détonation, trois téléphones portables, vingt et une puces téléphoniques des différents opérateurs de la téléphonie mobile et d'autres objets, ont

été récupérés, précise le communiqué. Les corps des quatre terroristes ont été transportés à la morgue de l'hôpital de Rouiba par les services de la Protection civile pour identification. Cette opération, faut-il le signaler, a été planifiée après des renseignements fournis par un terroriste qui a été capturé.

A. A.

Constantine

L'espace commercial de la Brèche ravagé par un incendie

UN INCENDIE spectaculaire s'est déclaré, vendredi matin dans l'espace commercial souterrain situé en plein cœur de Constantine, place du 1er-Novembre (ex-la Brèche), a-t-on constaté. Une quarantaine de boutiques et plus de 110 tables servant aux commerçants ont été entièrement ravagées par le feu, a-t-on recueilli auprès de la Protection civile dont les responsables ont mis l'accent sur la «complexité» de l'intervention des pompiers «en sous-sol, dans un endroit barricadé, de surcroît,

par des portails en acier pratiquement blindés». Ce n'est que près de 3 heures après sa déclaration que le sinistre a pu être maîtrisé au moment où les interventions se poursuivent pour évacuer tous les débris résultant de l'incendie. Le souterrain de Constantine est situé sur un axe stratégique constituant un des repères de la ville. Ses accès ont fait l'objet d'une importante opération d'embellissement en prévision de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe» dont l'ouverture officielle est prévue jeudi prochain.

Une enquête ouverte par les services de sécurité devra déterminer les circonstances ayant présidé à la déclaration de cet incendie.

Mahi T.

Maroc

31 morts et 9 blessés dans un accident de la route

AU MOINS 31 personnes ont été tuées et neuf blessées vendredi dans une collision frontale entre un autocar transportant de jeunes athlètes et un camion, près de Tan-Tan, dans le sud du Maroc, ont annoncé les autorités locales et des médias marocains. Le drame est survenu vers 07h00 locales au niveau de la commune de Chbika lorsqu'un autocar est entré en collision frontale avec un camion semi-remorque, ont rapporté ces médias, citant des autorités locales. Près de 4 000 personnes décèdent chaque année sur les routes marocaines, soit près de 12 en moyenne chaque jour.

R. M.

Chemiserie de Larbaâ Nath Irathen

Dénouement d'un conflit de neuf mois

PLUS DE 9 mois après sa paralysie par la grève des travailleurs, la chemiserie du centre de Larbaâ Nath Irathen (27 km au sud-est de Tizi Ouzou) a repris de service, avant-hier jeudi, à la faveur du dénouement du conflit impliquant les travailleurs d'un côté et les dirigeants de l'entreprise de l'autre.

Ladite entreprise, qui emploie plus de 200 employés dont la majorité sont des femmes, a un

nouveau directeur depuis jeudi en remplacement de celui contesté pour divers motifs liés directement aux conditions de leur travail ainsi que leurs relations professionnelles. Le nouveau premier responsable de la chemiserie de Larbaâ Nath Irathen a été installé par des responsables du groupe CH du textile en présence des représentants locaux et nationaux du syndicat l'UGTA.

Hamid.M